

Le Service diplomatique lituanien entre 1940 et 1991, l'espoir chevillé au corps

Asta Petraitytė-Briedienė

Après avoir conquis son indépendance lors de la Première guerre mondiale, la République de Lituanie a pu poser ses fondements pendant près de deux décennies (1918-1940). Ce furent des années de lutte diplomatique sans relâche pour la reconnaissance de l'État lituanien et de ses frontières. Lors de la Seconde guerre mondiale, le pays fut annexé* par l'Union soviétique, puis occupé par l'Allemagne nazie et à nouveau annexé par les Soviétiques. La Lituanie a retrouvé son indépendance seulement un demi-siècle plus tard. Alors que le nom de Lituanie avait été effacé de la carte politique mondiale et que le pays se retrouvait derrière le Rideau de fer sous un joug oppressif, une entité institutionnelle poursuivit la lutte pour assurer la pérennité de l'État : le Service diplomatique lituanien (*Lietuvos diplomatinė tarnyba*, par la suite LDT). Durant toute la période soviétique, les diplomates lituaniens continuèrent à exercer leurs activités sous la direction de l'ancien ministre des Affaires étrangères Stasys Lozoraitis (1898-1983), désigné Chef du LDT



Stasys Lozoraitis père, en 1934

(LDS), puis, après sa mort, par Stasys Antanas Bačkis (1906-1999), qui suspendit son mandat le 6 septembre 1991. Le maintien de l'activité du LDT après l'annexion soviétique se fondait sur un télégramme envoyé à toutes les représentations lituaniennes à l'étranger par le dernier ministre des Affaires étrangères, Juozas Urbšys, deux semaines avant l'invasion du pays : « *S'il devait nous arriver ici une catastrophe, tenez pour chef du reste de notre diplomatie à l'étranger Lozoraitis, avec pour premier adjoint Klimas et pour deuxième Šaulys.* »¹

La catastrophe arriva lorsqu'en juin 1940 l'Union soviétique occupa respectivement les 15, 16 et 17, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, violant ainsi les accords de paix signés par elle-même vingt ans plus tôt. En une journée (le 21 juillet), les Soviétiques mirent en scène des élections « démocratiques » pour des Diètes « populaires » dans les trois territoires occupés et, début août, incorporèrent de force les pays baltes au sein de l'URSS. Au début, la situation

n'apparaissait pas aussi tragique qu'elle ne l'était en réalité. Les mêmes services publics, banques, journaux continuaient à fonctionner et le corps diplomatique étranger resta en place. Le chef du nouveau pouvoir lituanien prosoviétique, Justas Paleckis, signait les documents officiels en tant que président de la République de Lituanie et, au sein du nouveau gouvernement, siégeaient des personnalités dont les noms étaient familiers aux Lituaniens.² Le ministre des Affaires étrangères Urbšys avait été simplement « libéré » de ses fonctions et remplacé par un personnage public connu, à savoir le doyen Vincas Krėvė-Mickevičius, écrivain et professeur à l'université Vytautas-le-Grand. Cependant, c'était « une révolution par le haut »³ dont les agissements masquaient une annexion rampante et une manipulation bien rodée pratiquée par les Soviétiques pour conquérir des pays indépendants.

Avant que la Lituanie ne soit « entrée volontairement » au sein de l'Union soviétique en août 1940, les diplomates lituaniens en poste à l'étranger observèrent silencieusement l'évolution de la situation, tout en refusant sous divers prétextes – pour raisons de santé par exemple – de rentrer au pays. Les diplomates avaient vite compris ce qui s'y passait. Ils ne pouvaient cependant pas protester contre leurs propres autorités, tant que la Lituanie restait officiellement indépendante.

Après « l'adhésion » à l'URSS, les diplomates lituaniens en poste dans les pays libres, sous l'impulsion du LDT dirigé par Lozoraitis, commencèrent à présenter des notes de protestation auprès des gouvernements de leur résidence, en leur indiquant qu'ils ne reconnaissaient pas la Lituanie soviétique et son nouveau gouvernement et qu'ils restaient fidèles à la République de Lituanie indépendante.⁴ La réaction du ministre des Affaires étrangères imposé par les Soviétiques ne tarda pas. Dès le 14 août 1940, il publia une *Liste des personnes pour lesquelles la décision a été prise de les déchoir de la nationalité lituanienne, de leur interdire de retourner en Lituanie et de confisquer leurs biens*.⁵ Y figuraient ceux des diplomates Kazys Škirpa, Bronius Kazys Balutis, Kazimieras Graužinis, Vytautas Jonas Gylys, Stasys Lozoraitis, Povilas Žadeikis, Stasys Girdvainis, Jurgis Šaulys. Peu de temps après, sur injonction du Commissaire du peuple aux affaires étrangères de l'Union soviétique, l'ensemble du corps diplomatique des pays étrangers en poste en Lituanie (désormais déclarée par les nouveaux maîtres *République socialiste soviétique de Lituanie* ou RSSL) fut tenu de quitter le pays. Le même processus commença à l'étranger : tous les postes diplomatiques lituaniens furent liquidés. Si rien ne s'opposait à la suppression des représentations se trouvant en zone sous contrôle soviétique, il en était autrement pour les diplomates lituaniens en poste dans les autres pays, où ils tentèrent de protester et d'ignorer les injonctions des Soviétiques. Sous menaces de mort, les diplomates lituaniens quittèrent les bâtiments diplomatiques, en emportant cependant documents et archives. Quant aux immeubles et biens immobiliers de l'État

lituanien, ils furent remis à la disposition, non pas des Soviétiques mais des autorités des pays de résidence, habituellement aux ministères des Affaires étrangères qui, eux, les transmettaient aux Soviétiques. Ainsi, le chef du LDT Lozoraitis, alors ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Rome, vida le bâtiment de la représentation dont il remit les clés au ministère italien des Affaires étrangères. Il est vrai qu'une année plus tard, suite à l'invasion de l'Union soviétique par le III^e Reich, les diplomates lituaniens récupérèrent le bâtiment pour une courte période, avant d'être obligés de le quitter à nouveau à la demande des autorités italiennes. En 1945, les Soviétiques accaparèrent définitivement le bâtiment⁶ et le chef du LDT, avec sa famille, emménagea à la représentation auprès du Saint-Siège. À Paris, la préfecture de police exigea également des diplomates lituaniens, lettons et estoniens qu'ils lui remettent les clés de leurs légations. C'est ainsi qu'ont été exécutées les exigences d'un pays tiers, en l'occurrence l'Union soviétique.⁷ Les diplomates de Lituanie, tout comme ceux de Lettonie et d'Estonie, se retrouvèrent sans État, sans ministère de tutelle, sans ressources. En insistant sur le fait que la question des pays baltes était désormais close,⁸ l'Union soviétique demanda également de suspendre l'activité des postes diplomatiques lituaniens aux États-Unis, qui cependant ne cédèrent pas à cette pression.⁹ La première réaction des autorités américaines face à l'annexion de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie fut pragmatique : les réserves d'or et de devises des trois pays baltes déposées aux États-Unis, d'un montant s'élevant entre 12 et 13 millions de dollars, furent gelées.¹⁰ Cette décision, « *d'une rapidité déconcertante* » selon Stasys Bačkis¹¹, fut prise le 15 juillet 1940, soit avant même la demande des Soviétiques de leur remettre ces fonds (le 20 juillet).¹² Quelques jours tard, le 23 juillet, intervint la célèbre déclaration du secrétaire d'État par intérim des États-Unis Benjamin Sumner Welles portant sur la non-reconnaissance de l'annexion des pays baltes.¹³ Cette déclaration devint « le fil conducteur » du LDT. Plus de quarante ans plus tard, Bačkis confirma dans une interview que cette position des États-Unis devait beaucoup aux diplomates américains en poste dans les pays baltes avant l'annexion : « *Owen Norem, John C. Wiley et Walter Leonard, qui avaient vu de leurs propres yeux tous les événements de 1940, informèrent leur gouvernement de tous les agissements fourbes des Soviétiques* ». ¹⁴

Pour le reste du monde, l'annexion de la Lituanie n'était pas de la première importance face aux événements de la Seconde guerre mondiale.¹⁵ Quand en juin 1941 les Soviétiques furent chassés de Lituanie par l'Allemagne nazie, la situation pour le LDT devint délicate. Contrairement au monde libre, pour lequel le III^e Reich devint l'ennemi numéro un et l'URSS progressivement le futur allié, pour la Lituanie les deux pays lui étaient hostiles, la Russie soviétique devenant même son ennemi numéro un. La déclaration du Gouvernement provisoire de Lituanie du 23 juin 1941 fut un pas politique de première

importance. Elle précisait que la Lituanie ne reconnaissait aucun pouvoir étranger sur son territoire et rappelait que son objectif sur le plan international était de rétablir un État indépendant, tant du III^e Reich que de l'Union soviétique (En octobre 1943, la revue de référence *Foreign Affairs*, évoquant la résistance des Lituanais contre les nazis et les Soviétiques, releva : « *Le gouvernement formé à Kaunas n'aura survécu que quelques jours. Il fut balayé par les autorités militaires allemandes et ses membres arrêtés. Ni la Lettonie, ni l'Estonie n'ont pu profiter d'un tel brin d'indépendance. L'invasion allemande des pays baltes ne changera rien d'autre que les maîtres* »¹⁶).

Malgré l'état de guerre dans le pays, les diplomates lituanais continuèrent à servir leur État. Ainsi, le LDT s'acquitta régulièrement des cotisations à la Société des Nations, comme un État indépendant. C'était un geste de pragmatisme et d'espoir avec l'idée qu'une fois la guerre terminée, la Lituanie retrouverait son indépendance et rejoindrait à nouveau la communauté internationale. Le LDT fondait ses espoirs sur la Charte de l'Atlantique, c'est-à-dire la déclaration publiée le 14 août 1941 sur les principes de la nouvelle politique mondiale d'après-guerre. Les « parrains » de la Charte – le président des États-Unis Franklin D. Roosevelt et le premier ministre de Grande-Bretagne Winston Churchill – y avaient déclaré que « *chaque pays a le droit de disposer de lui-même. Les droits souverains et la gouvernance libre des nations annexées de force doivent être rétablis.* »¹⁷ La Déclaration des Nations unies (qui tire son origine de la Charte de l'Atlantique) fut signée le 1^{er} janvier 1942 par vingt-cinq pays. Parmi les signataires figure l'URSS, l'agresseur de la Lituanie. Ces documents servirent de base à l'ambassade de Lituanie à Washington durant les premières années de l'après-guerre, lorsqu'elle s'adressait au département d'État américain pour défendre les droits de la Lituanie à la liberté et à l'indépendance. Par la suite, il était devenu clair que, sans le déclarer, ces documents avaient plus une portée d'ordre moral que de contrainte.¹⁸

Les plus grands espoirs pour le LDT pendant la guerre portèrent sur la future Conférence de la Paix, à l'instar de celle qui se tint après la Première guerre mondiale. La conférence si attendue se déroula du 29 juillet au 15 octobre 1946, suivie d'autres réunions. Ces « portes » de la liberté furent cependant closes pour les Lituanais. Ainsi, « *les grandes démocraties occidentales, privilégiant leurs propres intérêts, non seulement ne défendirent pas l'indépendance des trois petits pays baltes, mais sacrifièrent aussi les peuples de ces pays à la terreur du bolchevisme. Les espoirs placés pendant plus de cinq ans sur les États-Unis et la Grande-Bretagne furent pratiquement brisés. Toutefois, les leaders des démocraties occidentales, conscients que l'opinion publique mondiale n'accepterait pas leur complaisance envers l'Union soviétique bolchevique, se réservèrent une certaine marge dans leurs décisions. Washington et Londres décidèrent ainsi de prendre à leur charge les ambassades baltes* ».¹⁹ Rappelons qu'avant l'annexion du pays, la Lituanie avait seize ministres plénipotentiaires

et ambassadeurs extraordinaires qui la représentaient dans 27 pays.²⁰ Après 1940 et à la fin de la Seconde guerre mondiale, toutes les représentations diplomatiques lituaniennes se trouvant géographiquement derrière le Rideau de fer, comme dit plus haut, furent liquidées. Celles qui survécurent, bien que privées de liens avec leur État, continuèrent à fonctionner de manière autonome seulement aux États-Unis, en Grande-Bretagne, au Saint-Siège, en Argentine, au Brésil et en Uruguay, avec maintien de leur reconnaissance officielle. En France, un poste diplomatique fut également maintenu, mais sans reconnaissance formelle ni tacite. Plus tard, les Lituaniens eurent l'autorisation de disposer de représentants en Allemagne et en Colombie. Subsistèrent également deux consulats généraux à New York et Toronto, deux consulats à Chicago et São Paulo, et plusieurs consulats honoraires. La liste du personnel du LDT comprenait une vingtaine de noms. Une partie des diplomates lituaniens se retirèrent à cause de l'expropriation de leurs représentations par les Soviétiques ou de la perte de reconnaissance de la Lituanie par le pays d'accueil. D'autres partirent dans le cadre d'une stratégie de diminution du personnel diplomatique définie par le LDT pour des raisons financières. Pendant presque cinquante ans, les diplomates reconnus subsistèrent grâce aux réserves d'or de l'État lituanien qui, comme mentionné plus haut, avaient été gelées et conservées par les États-Unis. Durant la dernière décennie, le LDT fut aussi soutenu financièrement par le Service diplomatique letton.

Nonobstant l'absence de cadre institutionnel (sans État) et de champs d'action habituels (sans lien avec leur pays), les diplomates lituaniens représentaient un État rayé *de facto* de la carte politique internationale mais subsistant *de jure*. Selon le diplomate Povilas Žadeikis en poste aux États-Unis, « *aussi bien pour Londres et que pour Washington, la Lituanie existe ; il y a des ministres accrédités, il y a des consuls. Ils sont les représentants légaux de la Lituanie (...)* Vous ne pouvez pas imaginer de quel trésor il s'agit, ces restes de pouvoir et à quel point les Soviétiques voudraient couper ce fil. »²¹

Dans chacune des ambassades lituaniennes reconnues du monde libre travailla un binôme de diplomates : Bronius Kazys Balutis et Vincas Balickas (Londres), Povilas Žadeikis et Juozas Kajeckas (Washington), Kazimieras Graužinis et Anatolijus Grišonas (Argentine et Uruguay), Stasys Antanas Bačkis et Jurgis Baltrušaitis Jr (France), S. Girdvainis et, officieusement Stasys Lozoraitis Jr ** (Saint-Siège). Dans les consulats sauvegardés déjà mentionnés, ce furent Jonas Budrys et Anicetas Simutis (New York), Petras Povilas Daužvardis et Juzefa Rauktytė-Daužvardienė (Chicago), Geraldas Grand-Siute et Vytautas Jonas Gylys (Toronto), Fricas Meieris²² (Rio de Janeiro). Quand le premier diplomate décédait, son collègue occupait son poste. Dans plusieurs cas, le poste diplomatique fut fermé au décès du dernier représentant. Ce fut le cas en Uruguay et au Brésil. Des postes furent également clos lorsque le pays d'accueil, sous pression de l'Union soviétique, rompait les

relations diplomatiques, comme en Suisse et en Argentine. Ce schéma de fonctionnement du personnel du LDT, constitué encore à l'époque de la guerre, fut appliqué sans modification pendant près de 50 ans. L'ambassade de Lituanie à Washington fait figure d'exception. Y travaillaient en binôme les diplomates Žadeikis et Kajeckas. Au décès du premier, Kajeckas prit sa succession et Bačkis vint de France pour le seconder. À la disparition de Kajeckas, Bačkis



Le Service diplomatique lituanien réuni à Paris en 1947. De gauche à droite : Povilas Žadeikis, Stasys Lozoraitis, Stasys Bačkis, Eduardas Turauskas, Jurgis Šaulys, Bronius Kazys Balutis

se vit assister par Lozoraitis Jr, venu de Rome (notons qu'après le décès de Baltrušaitis Jr en France, Bačkis dut néanmoins revenir à Paris.)²³ Rien d'étonnant à cela, car les diplomates de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie considéraient leurs ambassades et consulats aux États-Unis comme les postes les plus importants. C'est là qu'ils pouvaient apporter une contribution à la grande politique mondiale, dans l'ombre d'une des superpuissances. L'ambassade de Lituanie à Washington est aujourd'hui le poste diplomatique à l'étranger le plus ancien en activité. Cette reconnaissance diplomatique signifie que la République de Lituanie de l'entre-deux-guerres n'avait pas été oubliée et continuait à exister dans l'espace politique de certains États.

Prudents et méfiants, les membres du Service diplomatique lituanien ne laissaient jamais les bâtiments de leurs représentations sans surveillance. Au moins un agent du LDT y était toujours présent.²⁴ Le fils du diplomate lituanien Vladas Žilinskas se souviendra beaucoup plus tard de sa vie en Suède : « *Mes parents subirent des persécutions de la part d'agents soviétiques. Ils recevaient souvent des menaces par téléphone ou étaient bousculés dans la rue, heurtés à l'épaule "par hasard". La vie s'éclaircit seulement lorsque nous sommes arrivés aux États-Unis en 1953* ». ²⁵ Par peur de nuire à son statut en s'absentant de son poste, et seulement après avoir reçu une garantie du département d'État américain²⁶, Žadeikis ne se rendit que deux fois sur le Vieux Continent, en 1947 et 1952. En 1960, le chef du LDT Lozoraitis, devenu le représentant de la Lituanie en France, continua à résider à Rome, tant pour des raisons financières que par prudence, sachant que « *l'installation à Paris aurait attiré l'attention des Soviétiques* »²⁷. Pour cause de difficultés financières également, des consulats durent être fermés et les déplacements réduits. Bien qu'ayant travaillé en parfaite entente pendant cinquante ans, les diplomates du LDT ne

purent jamais se réunir tous ensemble au même lieu. Ainsi, le consul général honoraire de Lituanie à Los Angeles, Julius Jonas Bielskis, ne rencontra jamais de son vivant le chef du LDT Lozoraitis.

Avec la guerre froide, il ne resta plus à la Lituanie, à l'instar des pays du Bloc de l'Est, qu'à espérer la chute de l'empire soviétique,²⁸ qui suscitait paradoxalement plus de peur que d'espoir à l'Ouest, vu la quantité d'armes nucléaires détenues par l'URSS.²⁹ Dans ce contexte, le conseil donné par les Occidentaux aux diplomates du LDT se résumait ainsi : « *Restez tranquilles et ne faites pas de vagues pour ne pas nuire à nos relations avec les Russes.* »³⁰ Cette situation d'isolement obligea le LDT à trouver des solutions autonomes. Encore en septembre 1940, plusieurs diplomates lituaniens restés actifs en Europe occidentale, à savoir Lozoraitis, Klimas, Škirpa et Girdvainis, se réunirent à Rome, puis certains d'eux encore une fois à Berne, en vue de créer un Comité national de Lituanie (*Lietuvos tautinis komitetas*) ayant pour objectif de « *coordonner le travail de tous les Lituaniens pour le rétablissement de la Lituanie indépendante et, tant que la Lituanie sera occupée, prendre soin des affaires de l'État lituanien et de la Nation* ». ³¹ Après bien des tâtonnements et recherches prudentes, les diplomates lituaniens achoppèrent à plusieurs reprises pour trouver un pays qui accepte d'accueillir un gouvernement en exil ou apporte au moins un soutien moral à leur Comité national. C'est ainsi que le Comité disparut déjà durant la guerre. En vue de maintenir néanmoins la pérennité de l'État lituanien, le LDT s'appuya sur lesdits Actes de Kybartai : lors de sa fuite de Lituanie, le président Antanas Smetona séjourna à Berne, où il signa le 23 novembre 1940 un document nommé Premier acte conformément à la Constitution de Lituanie, qui fut antidatée au 15 juin 1940 (le jour où il quitta le pays par le poste-frontière de Kybartai). Dans ce document, il démettait de ses fonctions le dernier premier ministre de la Lituanie indépendante, Antanas Merkys, ainsi que le conseil des ministres formé par lui, et nommait au poste de premier ministre Stasys Lozoraitis. Dans un Deuxième acte, il désigna Lozoraitis comme président par interim.³² Les 19 et 20 septembre 1945, le LDT informa par écrit les dirigeants des Nations unies, de Grande-Bretagne, de France et des États-Unis de ses pouvoirs conférés par les Actes de Kybartai. Il ne reçut aucune réponse.

Se retrouvant hors du champ diplomatique traditionnel, le LDT dut trouver des solutions originales. Ses membres activèrent leurs anciens contacts professionnels et privés noués avant la guerre, s'appuyant sur eux et cherchant de nouveaux contacts pouvant les aider dans leur activité. Ainsi, le chef du LDT rencontra régulièrement les diplomates américains en résidence à Rome et à Londres.³³ Il fut aussi bien accueilli au ministère des Affaires étrangères en France. À Paris, Stasys Antanas Bačkis faisait régulièrement appel à ses anciennes connaissances d'avant-guerre pour avoir des informations de l'ambassade des États-Unis à Moscou.³⁴

Une autre activité du LDT fut de porter secours aux compatriotes de part et d'autre du Rideau de fer. Dans l'immédiat après-guerre, en collaboration avec les organisations internationales comme la Croix-Rouge et en liaison avec la diaspora lituanienne, ils servirent d'intermédiaires et fournirent des aides diverses : vêtements, médicaments, argent, transmission de correspondance. La diaspora lituanienne s'adressait à eux dans les recherches des personnes disparues. Les diplomates continuèrent à délivrer des passeports et pièces d'identité aux réfugiés, certifièrent leurs diplômes d'études et leurs certificats de mariage, prirent part à des audiences de tribunal, servirent d'interprètes. Ils étaient utiles pour les pays d'accueil, comme par exemple en Colombie. Ce pays n'eut pas de relations diplomatiques avec la Lituanie avant 1940. « *Cependant, après l'annexion de la Lituanie, avec l'arrivée massive des migrants lituaniens dans les pays de l'Amérique latine, il était nécessaire de nommer un diplomate pouvant régler les affaires des Lituaniens en Colombie* ». ³⁵ Ainsi, en 1953, le chef du LDT Lozoraitis nomma Stasys Sirutis, ancien fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, consul honoraire en Colombie. ³⁶

Les diplomates lituaniens se préoccupèrent tout particulièrement de leurs compatriotes réfugiés dans des camps de « personnes déplacées » (DP) d'Europe occidentale afin qu'ils ne soient pas expédiés vers l'Union soviétique où ils auraient été menacés de déportation ou de mort. Clandestinement, ils apportèrent également de l'aide à leurs collègues déportés en Sibérie. ³⁷ Ainsi, cette poignée de diplomates, hors de leurs tâches propres, assurait les fonctions de plusieurs institutions d'État.

Une des armes du Service diplomatique lituanien dans sa lutte contre les « occupants » du pays fut de tenir sans relâche un discours libre et ouvert qui s'adresse au plus grand nombre. Cela se concrétisa d'abord par un « travail de publication ». Ainsi, les ambassades et consulats lituaniens publièrent articles, brochures, bulletins, livres, ouvrages de référence, traductions. Cette activité fut complétée par un « travail de représentation » : discours commémoratifs lors de manifestations officielles, allocutions, entretiens à la radio, félicitations écrites et orales, organisation de réceptions, participation à des cérémonies, etc. Enfin, un « travail d'information » fut mené, sous forme notamment de notes rédigées grâce aux contacts maintenus avec des dissidents clandestins de Lituanie et adressées aux dirigeants étrangers sur la situation politique en Lituanie et dans d'autres pays de la zone d'influence soviétique (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie). Par ailleurs, le LDT adressait systématiquement des notes aux ministres des Affaires étrangères des États-Unis, de Grande-Bretagne et de France lorsqu'ils devaient participer à des conférences avec l'Union soviétique. C'était une manière de rappeler, mieux qu'en tapotant sur l'épaule, que leur nation existait toujours et qu'elle restait captive. Ce travail constant et régulier des diplomates lituaniens a contribué à élargir les failles du Rideau de fer avant sa chute.



Les ambassadeurs d'Estonie, Lituanie et Lettonie avec le président des États-Unis à la Maison-Blanche à Washington le 11 septembre 1991. De gauche à droite : Ernst Rudolf Jaakson (Estonie), George Bush (USA), Stasys Lozoraitis Jr (Lituanie), Anatols Dinbergs (Lettonie)

La lutte des diplomates lituaniens fut soutenue à travers le monde par leurs compatriotes en exil. Ce sont eux qui, durant plus de trois décennies, tenaient des pancartes demandant la liberté et l'indépendance pour la Lituanie, adressaient des pétitions aux dirigeants des grands pays pour leur demander de ne pas faire oublier l'existence de leur nation européenne captive. Cette « diplomatie du peuple », par son action sur le terrain,

servit d'appui au LDT. Ainsi, lorsque le Saint-Siège eut l'intention de rompre ses relations diplomatiques avec la représentation lituanienne en 1958 (le diplomate Girdvainis ne pouvant pas présenter de nouvelles lettres de créance pour le renouvellement de son mandat³⁸) ou quand l'Australie voulut reconnaître l'annexion de la Lituanie en 1974, ces deux décisions furent suspendues, suite aux centaines de lettres et télégrammes de protestation envoyés par la diaspora lituanienne. Un des objectifs, voire le seul, de toutes les organisations lituaniennes créées en Occident après la Seconde guerre mondiale était la libération de la Lituanie et l'aide à leur pays. Il y avait plusieurs moyens d'y parvenir : la diffusion d'informations, l'établissement de relations avec des institutions du pays (parlement, partis politiques, etc.) ainsi qu'avec les organisations internationales. Face à la mansuétude exprimée par des collègues étrangers envers la situation du LDT, Lozoraitis Jr déclara un jour que sa « mission est même plus intéressante, car il y a moins de travail administratif et de paperasse, moins de tâches diplomatiques traditionnelles, mais plus d'improvisation et de liberté d'action, plus de solutions originales, de recherches de nouveaux outils diplomatiques. »³⁹ Lozoraitis Jr, sous surveillance étroite des services de la sécurité d'État soviétique, à savoir du KGB, fut considéré comme ayant « de très larges relations dans les domaines politique, intellectuel et culturel international. »⁴⁰ Selon des notes documentées du KGB, Lozoraitis Jr rencontrait souvent le pape Jean Paul II et connaissait personnellement Zbigniew Brzezinski, le proche conseiller du président des États-Unis.⁴¹

Au cours des décennies qui passaient, le travail des diplomates lituaniens au sein du LDT devenait un fardeau de plus en plus difficile, à cause de leur situation spécifique et de leur âge. Leurs ressources diminuant constamment, ils vivaient très modestement et ne pouvaient quitter leurs postes qu'en cas de

décès, car les pays d'accueil ne voulaient pas reconnaître de nouveaux représentants qui n'auraient pas travaillé en service diplomatique avant l'annexion du pays. Les diplomates semblaient être « prisonniers de la profession » tout en vivant dans un monde libre. Le département d'État des États-Unis fit une seule exception en reconnaissant la nomination de Stasys Lozoraitis Jr, en tant que conseiller de l'ambassade de Lituanie à Washington, signée par son père, chef du LDT, quelques semaines avant sa mort. À cette occasion, le diplomate avait dit : « *Je suis prêt à faire face à l'arrêt éventuel de notre financement. Mais je vais me battre par principe pour son maintien. Cependant, même sans crédit, je garantirai la poursuite de l'activité de l'ambassade. Je vais suivre le conseil d'un fonctionnaire du département d'État "de regarder les affaires de Lituanie avec hauteur" : on s'est défendu contre les Rouges, on saura se défendre des autres.* »⁴² Après le rétablissement de l'indépendance du pays, Lozoraitis Jr deviendra le premier ambassadeur de la Lituanie libérée aux États-Unis.

La perestroïka qui vint après la période de stagnation en Union soviétique demanda de nouveaux défis au LDT. « L'empire du Mal » changea de visage : le leader soviétique Mikhaïl Gorbatchev, aux yeux des hommes politiques occidentaux, passait pour un héros positif. Dès 1988, Lozoraitis Jr avertit « *qu'il est important que les États-Unis ne désarment pas trop rapidement pour que les Soviétiques, par ruse, ne puissent se renforcer. Nous devons tous, y compris nous Litvaniens, rester vigilants. Il faut également ne pas oublier que les Soviétiques ont toujours été enclins à duper. Et même aujourd'hui, à l'heure de la perestroïka initiée par Gorbatchev.* »⁴³ Il fallait donc faire beaucoup plus d'efforts face à cette nouvelle perception de l'URSS qui risquait d'éclipser la question de l'indépendance de la Lituanie. Par ailleurs, sur la scène politique internationale continuait à dominer la peur que la chute de l'Union soviétique soit un problème plus grave que l'actuel *statu quo* : lors de la guerre froide, nombreux étaient ceux en Occident à penser, que malgré la brutalité et l'injustice du régime soviétique, celui-ci assurait paix et stabilité en Europe de l'Est.⁴⁴ Pour le Service diplomatique lituanien, ce revirement dans les relations internationales était un nouveau défi, car dans ce contexte il lui était beaucoup plus délicat de brandir le drapeau de son État.

Toujours est-il que, dans sa lutte diplomatique pour la liberté, l'indépendance et la reconnaissance de la Lituanie, le LDT possédait une « arme » irréfutable, à savoir le mot « continuité ». Dans ce contexte, il est essentiel que l'Acte du 11 mars 1990 ait annoncé, non pas la création de la République de Lituanie, mais le rétablissement de son indépendance. Déjà en 1949, le Chef du LDT Lozoraitis soulignait que la continuité sert de fondement à l'existence de l'État et de ses droits.⁴⁵

Malgré la déclaration du rétablissement de l'indépendance, le LDT n'a cependant pas cessé son activité, ni suspendu ses pouvoirs. Lozoraitis Jr déclara qu'il n'était pas possible de transformer la représentation en ambas-

sade parce que « *la Lituanie a besoin d'être reconnue juridiquement.* »⁴⁶. Par ailleurs, il n'était pas possible « *de déclarer de manière officielle au département d'État américain que je relève du gouvernement lituanien. Si je l'avais affirmé, je n'aurais plus été reconnu.* »⁴⁷ À cette époque, l'indépendance de la Lituanie était en effet particulièrement fragile. Progressivement, les relations avec l'Union soviétique se détérioraient. Le Conseil suprême de la République de Lituanie craignant des actions violentes de la part du pouvoir à Moscou et étant dans l'impossibilité d'agir, il conféra des pouvoirs extraordinaires à Lozoraitis⁴⁸. Face à la stratégie des dirigeants de l'URSS envers la Lituanie, Lozoraitis appela les Lituanien à répondre aux intimidations par la dignité, l'unité et la fermeté, ainsi que par le calme contre les provocations, et sans accepter « *aucun compromis qui pourrait faire revenir les pays baltes au XIX^e siècle* »⁴⁹. Le LDT accompagnait le ministère des Affaires étrangères de la République de Lituanie rétablie qui souffrait d'un manque de diplomates de carrière. C'est ainsi que l'ancienne et la nouvelle diplomatie se rencontrèrent. Une nouvelle bataille diplomatique les attendait tous pour la reconnaissance de la Lituanie. Les événements tragiques du 13 janvier 1991 viendront plus tard. C'est seulement le 11 février 1991 qu'un premier État – l'Islande – reconnut le rétablissement de l'indépendance. Il lui fallut du courage et de la détermination car, durant ces années de bouleversements entre 1988 et 1991, l'attitude des démocraties occidentales envers la Lituanie et ses voisines baltes et les changements en cours, fut ouvertement réservée, malgré quelques actions de soutien sous forme de « diplomatie invisible ». Dix-huit mois après la déclaration du rétablissement de son indépendance et après le soi-disant putsch de Moscou à la fin de l'été 1991, la Lituanie pouvait enfin constater, *de facto* et *de jure*, que la lutte diplomatique avait été remportée. Du 24 août au 3 septembre 1991, il y eut en effet de la part des Occidentaux comme un torrent de reconnaissances de la République de Lituanie, avec renouvellement ou établissement de relations diplomatiques.

Le 6 septembre 1991, alors que l'Union soviétique venait de reconnaître la Lituanie, le chef du Service diplomatique lituanien mit enfin fin à ses fonctions et en informa ses collègues, les autres membres du LDT, et le ministre des Affaires étrangères de la République de Lituanie, Algirdas Saudargas.⁵⁰ Parmi les premiers ambassadeurs nommés par la République de Lituanie à nouveau indépendante figurent des diplomates qui avaient commencé leur carrière diplomatique avant 1940 ou œuvré au sein du LDT. Le premier ambassadeur auprès des Nations unies fut ainsi Anicetas Simutis, qui résidait à New York depuis 1936, le premier auprès du Royaume-Uni, Vincas Balickas, en poste à Londres depuis 1938 ; quant au premier ambassadeur auprès des États-Unis, ce fut Stasys Lozoraitis Jr, qui travaillait avec son père depuis 1944.

Si le Service diplomatique lituanien survécut toutes ces années, c'est d'une part grâce à la politique de non-reconnaissance de l'annexion de la Lituanie

menée par les États occidentaux, d'autre part grâce au fait que l'or et les réserves de devises de la Lituanie gardés dans les banques des États-Unis purent servir au financement du LDT et grâce enfin à la responsabilité morale des membres du LDT. Selon Stasys Lozoraitis Jr, « *les diplomates lituaniens qui ont travaillé pendant de si longues années dans des conditions particulièrement dures ne le firent pas par intérêt personnel. Si cela n'avait pas été le cas, le Service diplomatique lituanien n'aurait plus existé depuis longtemps* ». ⁵¹

Traduit du lituanien par Liudmila Edel-Matuolis

* Selon la tradition historique française, on distingue *l'annexion*, qui est le rattachement administratif d'un territoire ou d'un État à un autre, de *l'occupation* où ce territoire se trouve placé sous une domination militaire étrangère (NdE).

** Stasys Lozoraitis Jr (1924-1994) est le fils homonyme du Chef du LDT Stasys Lozoraitis (1898-1983).

Notes originales de l'auteur :

¹ Duplicata du télégramme du ministre des Affaires étrangères J. Urbšys sur la nomination de S. Lozoraitis comme chef de la diplomatie lituanienne (LDŠ), Lietuvos centrinis valstybės archyvas (LCVA), f. 668, ap. 1, b. 1, l. 3.

² Petraitytė-Briedienė Asta, *Lietuvos diplomatinės tarnybos šefas Stasys Lozoraitis (1940-1983)*, Vilnius: Versus aureus, 2012, p. 44.

³ Senn Alfred Erich, *Lietuva 1940: revoliucija iš viršaus*, Vilnius: Lietuvos gyventojų genocido ir rezistencijos tyrimo centras, 2009, p. 214–215.

⁴ Petraitytė-Briedienė Asta, *Lietuvos diplomatinės tarnybos šefas Stasys Lozoraitis (1940-1983)*, Vilnius: Versus aureus, 2012, p. 116.

⁵ Sąrašas asmenų, kuriems nutarta atimti Lietuvos pilietybę, uždrausti grįžti Lietuvon ir konfiskuoti turtus (Liste des personnes pour lesquelles la décision a été prise de les déchoir de la nationalité lituanienne, de leur interdire de retourner en Lituanie et de confisquer leurs biens). 629. *Vyriausybės žinios*, 1940 m. rugpjūčio 15 d., nr. 725, p. 629.

⁶ Vaišvilaitė Irena, « Villa Lithuania: Lietuvos diplomatinės atstovybės Romoje pastato klausimas », *Lietuvos diplomatija XX amžiuje: Lietuvos diplomatinės tarnybos 80-mečiui ir Lietuvos užsienio reikalų ministro Stasio Lozoraičio vyresniojo 100-osiomis gimimo metinėms skirtos konferencijos pranešimai*, sud. Vytautas Žalys, Raimondas Lopata, Česlovas Laurinavičius, Vilnius: Vaga, 1999, p. 169.

⁷ Jonušauskas Laurynas, *Likimo vedami: Lietuvos diplomatinės tarnybos egzilyje veikla (1940–1991)*, Vilnius: Lietuvos gyventojų genocido ir rezistencijos tyrimo centras, 2003, p. 72.

⁸ 1943 г. марта 11, Лондон.: Из дневника И. М. Майского о беседе с А. Идендом, СССР и Литва в годы второй мировой войны, Vilnius: Lietuvos istorijos instituto leidykla, 2012, t. 2, p. 655.

⁹ 1942 г. мая 25, Лондон.: Телеграмма В. М. Молотова И. В. Сталину о поправке к статье 5 и о намерении посоветовать Идену ликвидировать посольства трех прибалтийских республик, *ibid*, p. 579.

¹⁰ Kraujelis Ramojus, *Lietuva Vakarų politikoje: Vakarų valstybių nuostatos Lietuvos okupacijos ir aneksijos klausimu 1940–1953 metais*, Vilnius: Vilniaus universiteto leidykla, 2008, p. 31–32.

¹¹ Bačkis Stasys Antanas, *Lietuvos diplomatinė tarnyba (1940 06 15 – 1990 03 11)*, Vilnius: Vilniaus pedagoginio universiteto leidykla, 1999, p. 8–9.

¹² 1940 г. августа 12, Москва: Из дневника С. А. Лозовского. Прием поверенного в делах США Торстонаэ, СССР и Литва в годы, p. 114–115.

¹³ Bačkis Stasys Antanas, *Lietuvos diplomatinė tarnyba...*, p. 8–9.

¹⁴ Aretis priklausio ryžtingiesiems. Pokalbis su nepriklausomos Lietuvos atstovu dr. S. A. Bačkiu Vašingtone, *Tėvishės žiburiai*, 1982 m. vasario 18 d., nr. 8 (1671), p. 1.

¹⁵ Kraujelis Ramojus, *Lietuva Vakarų politikoje: Vakarų valstybių...*, p. 29.

¹⁶ Lietuvos generalinio konsulato Niujorke parengta spaudos apžvalga, 1943 m., Vytauto Didžiojo universiteto Lietuvių išeivijos institutas (toliau – VDU LIJ), f. 34, A. Simučio archyvas.

¹⁷ *Lietuvių enciklopedija*, Bostonas: Lietuvių enciklopedijų leidykla, 1953, t. 1, p. 353.

¹⁸ Kraujelis Ramojus, *Lietuva Vakarų politikoje: Vakarų valstybių...*, p. 53–54.

¹⁹ Skirius Juozas, *Lietuvių visuomenininkas ir diplomatas Bronius Kazys Balutis (1880–1967): tėvynei paaukotas*

- gyvenimas*, Vilnius: Vaga, 2001, p. 565.
- ²⁰ *Užsienio reikalų ministerijos žinyras*, Kaunas: Šviesa, 1939, p. 69–97.
- ²¹ Lietuvos pasiuntinybės Vašingtone *pro memoria*, 1942 m. sausio 7 d., LCVA, f. 648, ap. 2, b. 190, s. 50–51.
- ²² En 1943, le président Smetona, quittant l'Europe en guerre pour les États-Unis en passant par l'Amérique du Sud, nomma Frikas Meieris (1893-1965), résidant alors à Rio de Janeiro, comme chargé d'affaires au Brésil (fonction qu'il remplit jusqu'à sa mort). C'était encore une exception diplomatique dans l'histoire du LDP.
- ²³ Pour éviter le statut d'émigrant, il fallait disposer de documents diplomatiques valables pouvant être prorogés. Le cardinal Audrius Juozas Bačkis, diplomate auprès du Saint-Siège, put s'appuyer sur son ancien contact au sein du service politique du ministère français des Affaires étrangères, alors ambassadeur de France auprès du Vatican, pour que le Chef du LDT puisse revenir à Paris avec le statut de diplomate. Pour cela, le ministère des Affaires étrangères de France avait tout simplement renouvelé sa carte diplomatique. Texte de l'entretien de l'auteur avec le cardinal Bačkis, le 7 février 2014, Vilnius.
- ²⁴ Texte de l'entretien de l'auteur avec Antanas V. Dundzila, 10 septembre 2014, Kaunas.
- ²⁵ Žilinskas Raimondas, *Amerika susitaikė su netektimis: elitinės žiniasklaidos kamantinėjamas lietuvis mano, jog Irakas nekėlė grėsmės pasauliui, kol šioje šalyje dirbo Jungtinių Tautų ginklų inspektorai*: pokalbis su lietuvių kilmės JAV biologinių ginklų ekspertu dr. R. Žilinsku, kalbėjosi Gediminas Stanišauskas, *Kauno diena*, 2004 m. vasario 28 d., Nr. 48 (17205), p. 1, 7.
- ²⁶ Jonušauskas Laurynas, *Likimo vedami: Lietuvos diplomatinės tarnybos...*, p. 177.
- ²⁷ *Ibid.*, p. 274.
- ²⁸ Pabaltijo kraštai bus išlaisvinti suirus sovietų imperijai (Les Pays baltes retrouveront leur liberté quand l'empire soviétique s'effondrera), *Draugas*, 1957 m. gegužės 21 d., nr. 119, p. 1.
- ²⁹ Rosati Jerel A., *The Politics of United States foreign policy*, Belmont: Thomson Wadsworth, 2004, p. 12.
- ³⁰ Entretien de l'auteur avec le cardinal Audrius Juozas Bačkis. 7 février 2014, Vilnius.
- ³¹ Jonušauskas Laurynas, *Likimo vedami: Lietuvos diplomatinės tarnybos...*, p. 342.
- ³² Gerutis Albertas, „Kybartų aktai“..., *Aidai*, 1976 m. balandžio mėn., nr. 4 (289–304), p. 168–169.
- ³³ Petraitytė-Briedienė Asta, *Lietuvos diplomatinės tarnybos šėfas...*, p. 179.
- ³⁴ Entretien de l'auteur avec le cardinal Audrius Juozas Bačkis. 7 février 2014, Vilnius.
- ³⁵ Jonušauskas Laurynas, *Likimo vedami: Lietuvos diplomatinės tarnybos...*, p. 242.
- ³⁶ *Ibid.*
- ³⁷ Les diplomates lituaniens tombés entre les mains des Soviétiques furent arrêtés, emprisonnés et déportés (J. Urbšys, T. Petkevičius, P. Klimas) ou exécutés (Vytautas Valdemaras Carneckis, Kazys Bizauskas). Résider hors du pays ne sauvait pas non plus les diplomates : en 1943, Klimas fut arrêté en France occupée. Six mois plus tard, il fut transféré en Lituanie où il avait été libéré. En 1945, il fut incarcéré par les Soviétiques, condamné à 10 ans de prison et déporté. Il reviendra en Lituanie en 1954. Un autre diplomate, Eduardas Jatulis, en résidence à Harbin (Mandchourie) de 1939 à 1945, suite à l'invasion soviétique, fut arrêté, transféré en Lituanie et emprisonné pour le motif qu'en 1940 il avait refusé d'obéir aux autorités soviétiques et continua d'exercer les fonctions de consul de Lituanie. En 1946, Jatulis fut transféré à Sverdlovsk (Union soviétique) et condamné à 10 ans de prison. Le diplomate revint en Lituanie en 1955 mais ne survécut qu'un an.
- ³⁸ À cet effet, le Vatican « inventa » la nouvelle fonction „reikalų vedėjas“ (chef des affaires). Entretien de l'auteur avec le cardinal Audrius Juozas Bačkis. 7 février 2014, Vilnius.
- ³⁹ Entretien de l'auteur avec l'ambassadeur Rimantas Morkvėnas, 15 février 2013, Kaunas.
- ⁴⁰ Anušauskas Arvydas, « Taikynės – Lietuvos diplomatinė tarnyba », *Darbai ir dienos*, Kaunas: Vytauto Didžiojo universiteto leidykla, 2002, nr. 30, p. 253.
- ⁴¹ *Ibid.*
- ⁴² Lettre de S. Lozoraitis Jr à V. Balickas concernant le président du VLIK *pro memoria* relatif à l'entretien avec Barkley Ward au sujet du Service diplomatique lituanien, 25 juin 1969, VDU LII, f. 2, ap. 7, b. 88, l. 1.
- ⁴³ *Pro memoria* de S. Lozoraitis Jr, représentant de Lituanie à Washington, Nr. 144, 10 mars 1988, LCVA, f. 656, ap. 2, b. 50, l. 23.
- ⁴⁴ Gureckas Algimantas P., « Lietuvių bendruomenės santykiai su lenkais sovietinės okupacijos metais », *Oikos: lietuvių migracijos ir diasporos studijos*, Vilnius: Versus aureus, 2009, nr. 2, p. 57.
- ⁴⁵ « Opięji Lietuvos vadavimo akcijos klausimai. Respublikos prezidento pareigas einančio ministerio Stasio Lozoraičio. Lietuvos diplomatijos šefo, atsakymai į „Minties“ atstovo paklausimus », *Mintis*, 1949 m. vasario 14 d., nr. 18/19 (540/541), p. 1–2.
- ⁴⁶ Landsbergis Vytautas, *Pusbrolis Motiejus: knyga apie Stasį Lozoraitį iš jo laiškų ir pasisakymų*, Vilnius: Vaga, 2002, p. 226–227.
- ⁴⁷ *Ibid.*, p. 228.
- ⁴⁸ Lietuvos Respublikos Aukščiausiosios Tarybos nutarimas, *Europos lietuvis*, 1990 m. kovo 30 d., nr. 12 (2097), p. 1.
- ⁴⁹ Stasio Lozoraičio žodis Gorbáčio vizito Lietuvoje išvakarėse, *Draugas*, 1990 m. sausio 9 d., nr. 5, p. 2.
- ⁵⁰ Bačkis Stasys Antanas, *Lietuvos diplomatinė tarnyba...*, p. 7.
- ⁵¹ Lettre de S. Lozoraitis Jr. à J. K. Valiūnas, 1er juillet 1969, VDU LII, f. 2, ap. 7, b. 89, l. 1.